

**RAPPORT DU
COMITÉ MIXTE DE COOPÉRATION
COMMUNAUTÉ EUROPÉENNE-CANADA**

Ottawa, 26 octobre 1999

**REPORT OF THE
EUROPEAN COMMUNITY-CANADA
JOINT COOPERATION COMMITTEE**

Ottawa, 26 October 1999

LIBRARY E A / BIBLIOTHÈQUE A E



3 5036 01041844 3

DOCS

CA1 EA 99R32 EXF

Report of the European

Community-Canada Joint Cooperation

Committee : Ottawa, 26 October

1999. --

16739343

Rapport du Comité mixte de coopération Canada-Union européenne

26 octobre 1999

Ottawa

Introduction

Le présent rapport examine les relations Canada-Union européenne depuis la dernière réunion du Comité mixte de coopération Canada-Union européenne (CMC), le 10 novembre 1998. Le CMC se réunit chaque année, comme convenu dans l'Accord cadre de coopération commerciale et économique entre le Canada et les communautés européennes, conclu en 1976. Depuis lors, les réunions ont permis de faire en sorte que les deux parties continuent d'accorder de l'attention à cette relation en plus de faciliter son enrichissement, à plusieurs égards.

Plusieurs sous-comités ont été constitués pour aider le CMC à accomplir les tâches qui lui incombent.

Depuis la dernière réunion du CMC ont eu lieu les réunions de sous-comités et les consultations de haut niveau suivantes :

Réunion du *Sous-comité du commerce et de l'investissement*, le 28 et le 29 avril 1999, à Bruxelles;

Consultations de haut niveau sur l'environnement, le 29 mars 1999, à Bruxelles;

Consultations de haut niveau sur les pêches, le 29 juin 1999, à Ottawa;

Table ronde sur les méthodes préventives de gestion des risques, les 4 et 5 mars 1999, à Ottawa;

Première réunion du *Groupe de travail Canada-UE sur la navigation par satellite*, le 22 septembre 1999, à Bruxelles;

Deuxième réunion du *Comité mixte sur l'enseignement supérieur et la formation professionnelle*, le 5 mai 1999, à Ottawa.

Vous trouverez ci-joint les rapports des comités qui se sont réunis depuis la dernière rencontre du CMC.

Généralités

La mise en œuvre progressive du Plan d'action, signé en 1996, continue d'approfondir et d'élargir la relation bilatérale. Elle a permis d'organiser un plus grand nombre de consultations fructueuses, entre représentants officiels, sur une vaste gamme de sujets comme la justice, et les affaires intérieures, et la politique étrangère et de sécurité.

Lors du Sommet Canada-UE tenu à Ottawa le 17 décembre 1998, trois accords ont été signés (voir ci-dessous). L'Initiative commerciale Canada-Union européenne (ICCU) a aussi été lancée à cette occasion. L'ICCU est axée vers les objectifs commerciaux et économiques établis dans le Plan d'action de 1996. Le Canada et l'UE sont aussi convenus de coopérer pour sensibiliser les différents intervenants aux effets que l'entrée en vigueur de l'euro pourraient avoir sur les entreprises canadiennes, en particulier sur les PME. Le Canada et l'UE ont également fait une Déclaration conjointe sur les armes légères et les mines antipersonnel, dans laquelle ils s'engageaient à accroître leurs efforts communs pour réduire la menace que représentent les armes légères et les mines antipersonnel pour la sécurité humaine.

Au cours du Sommet tenu à Bonn, le 17 juin, juste avant la réunion du G-8 de Cologne, les dirigeants ont reçu un rapport sur l'état d'avancement de l'ICCU et ont signé l'Accord Canada-EU sur la concurrence (voir ci-dessous).

Accords

Le Canada et l'UE ont atteint des objectifs importants du Plan d'action en signant les accords suivants lors du sommet d'Ottawa, en décembre :

- **L'Accord Canada-UE relatif aux mesures sanitaires destinées à la sauvegarde de la santé publique et des animaux dans le cadre du commerce des animaux vivants et des produits animaux**, qui favorisera la reconnaissance réciproque future des mesures sanitaires se rapportant au commerce des animaux vivants et des produits animaux;
- **L'Accord de coopération scientifique et technologique modifié**, qui élargira les domaines actuels de coopération entre les chercheurs canadiens et européens pour y inclure tous les domaines de recherche spécifiés dans le Cinquième programme cadre;
- **L'Accord en matière de recherche et de développement nucléaires**, qui donnera aux sociétés de recherche nucléaire du Canada et de l'UE accès aux programmes de recherche nucléaire civils de l'autre pays.

À Bonn, en juin, les deux parties ont signé l'Accord Canada-EU sur la concurrence, qui favorisera la coopération et la coordination pour l'application des lois sur la concurrence de chaque pays.

Réunion des ministres avec les représentants de la Commission européenne

À Ottawa, le 1^{er} mars 1999, le ministre des Affaires étrangères, M. Lloyd Axworthy, a rencontré le ministre des Affaires étrangères de l'Allemagne, M. Joshka Fischer, ainsi que sir Leon Brittan, vice-président de la Commission et commissaire chargé de la politique commerciale. M. Brittan a aussi profité de l'occasion pour rencontrer M. Vanclief, ministre de l'Agriculture. Le ministre Axworthy, la ministre finlandaise des Affaires étrangères, M^{me} Tarja Halonen, et sir Leon Brittan se sont rencontrés à Helsinki le 2 septembre. Le ministre canadien des Affaires étrangères et le président du Conseil de l'UE ont alors présenté une déclaration conjointe intitulée « Approche commune Canada-UE pour combattre la dissémination et l'accumulation déstabilisante des armes légères ». M. Chris Patten, commissaire chargé des affaires extérieures, a rencontré le ministre Axworthy en marge de l'Assemblée générale des Nations Unies à New York, le 24 septembre.

Le ministre du Commerce international, M. Sergio Marchi, a rencontré le vice-président de la Commission, M. Brittan, à Bruxelles, le 16 juin. En plus d'échanger leurs points de vue sur des questions commerciales bilatérales et multilatérales, ils ont participé au lancement de la Table ronde Canada-Europe, un nouveau forum commercial composé d'entreprises de l'UE et du Canada.

Le 13 juillet 1999, Jim Peterson, secrétaire d'État (Institutions financières internationales), a assisté à la première réunion du Comité directeur de haut niveau -- un partenariat spécial présidé par la Commission européenne et la Banque mondiale dont l'objectif est de coordonner la réponse de la communauté internationale des donateurs à la crise du Kosovo.

Le commissaire à l'Agriculture, M. Fischler, a participé à la réunion du groupe QUINT (groupe officieux réunissant des ministres de l'Agriculture), qui s'est déroulée à Montréal le 30 septembre et le 1^{er} octobre. Il a aussi profité de l'occasion pour rencontrer le ministre canadien de l'Agriculture, M. Lyle Vanclief. Au cours de cette réunion, les deux parties ont entamé des discussions sur des questions se rapportant à l'accès au marché et à la propriété intellectuelle pour le commerce du vin et des spiritueux.

Autres visites de haut niveau

Catherine Lalumière, députée au Parlement européen, a effectué une visite au Canada le 16 novembre 1998 pour participer à des consultations sur les relations transatlantiques, qui portaient notamment sur les relations culturelles et l'AMI. Elle a aussi rencontré le ministre du Patrimoine canadien, M^{me} Sheila Copps.

M. Robert Speller, secrétaire parlementaire du ministre canadien du Commerce international et président du Sous-comité du commerce, des différends commerciaux et des investissements internationaux, a rencontré certains députés du Parlement européen, notamment les membres du Comité parlementaire européen sur les relations économiques extérieures, le 25 novembre 1998.

Le Comité sénatorial permanent de l'agriculture et de l'agroalimentaire s'est rendu à Bruxelles les 27 et 28 janvier 1999. Ses membres ont d'abord rencontré le commissaire chargé de l'agriculture, M. Fischler, le directeur général de la Santé et de la protection des consommateurs, M. Reichenbach, des députés au Parlement européen et l'organisation agricole de l'UE, le COPA. Parmi les principaux thèmes abordés, figuraient la réforme de la PAC, les négociations prochaines de l'OMC et la question des OGM.

M^{me} Erika Mann, députée au Parlement européen et membre du Comité parlementaire européen sur les relations économiques extérieures, a effectué une visite au Canada du 21 au 27 juin. Son séjour a été l'occasion d'étudier la possibilité d'approfondir davantage les relations bilatérales. Au cours de sa visite, elle a rencontré le ministre des Affaires intergouvernementales, M. Stéphane Dion, ainsi que M. Bill Graham, président du Comité permanent des affaires étrangères et du commerce international.

Le Comité sénatorial permanent des affaires étrangères du Canada, présidé par l'honorable John B. Stewart, a rencontré des représentants de la Commission à Bruxelles, le 2 juillet 1999, où ils ont discuté des incidences de l'euro et de développements institutionnels intervenus récemment à l'UE. La rencontre de juillet faisait suite à la visite du Comité en 1996, sur laquelle se fonde le rapport intitulé « L'intégration européenne : incidences pour le Canada ».

La députée canadienne Karen Redman a visité Bruxelles le 23 septembre 1999 en tant que membre d'une délégation qui voulait proposer de construire le Réacteur thermonucléaire expérimental international au Canada.

M. George Anderson, sous-ministre des Affaires intergouvernementales pour le Bureau du Conseil privé, a rencontré les représentants de la Commission du 23 au 26 février 1999. Les discussions ont porté principalement sur des questions touchant à la main-d'œuvre et au travail, par exemple la mobilité de la main-d'œuvre.

M^{me} Jean McCloskey, sous-ministre de Ressources naturelles Canada, s'est rendue à Bruxelles les 27 et 28 mai où elle a abordé, en compagnie de représentants de la Commission, les préoccupations du Canada quant au maintien de l'accès au marché de l'UE pour les produits métallurgiques et minéraux, sous l'angle de certaines mesures réglementaires de l'UE déjà en place ou qui sont envisagées.

M. Jean Fournier, Solliciteur général adjoint du Canada, a rencontré des experts en drogues lors d'une réunion spéciale du groupe de Dublin, le 21 septembre 1999. En sa qualité de président du Mécanisme multilatéral d'évaluation (MME), M. Fournier a présenté le MME de l'Organisation des États américains, un outil qui servira à évaluer l'efficacité des stratégies nationales antidrogues. M. Fournier a également rencontré des experts en drogues travaillant pour Europol, à La Haye, et pour le Centre d'observation des drogues et des toxicomanies (EMCDDA), à Lisbonne.

Robert Wright, sous-ministre du Commerce, s'est rendu à Bruxelles et a discuté avec les représentants des directions générales des Entreprises, du Commerce, de la Santé et de la Protection du consommateur, le 20 octobre. La position et l'approche de chacun au sujet de la nouvelle ronde de négociations de l'OMC ont fait l'objet de discussions détaillées, en préparation de la réunion ministérielle de l'OMC à Seattle.

Courants du commerce et de l'investissement

Selon Statistique Canada, la valeur des biens canadiens exportés vers l'UE a augmenté de 2,7 % en 1998, pour atteindre 15,2 milliards de dollars. Cette hausse faisait suite à deux ans de régression. Comparativement aux deux autres grands partenaires commerciaux du Canada, les États-Unis et le Japon, l'UE était la deuxième destination en importance des exportations canadiennes (absorbant 33,4 % des exportations n'étant pas destinées aux États-Unis). La valeur totale des importations canadiennes en provenance de l'UE a augmenté de 5,7 % en 1998, pour atteindre 28,4 milliards de dollars. Ce taux modéré fait suite à une hausse fulgurante de 18 % en 1997. La balance commerciale du Canada avec l'UE a enregistré un déficit record de 13,3 milliards de dollars en 1998.

La situation n'est pas la même si on se fie à Eurostat. La valeur des exportations de l'UE à destination du Canada s'établissait à 14,8 milliards d'ECU en 1998 tandis que la valeur des importations du Canada se chiffrait à environ 12,7 milliards d'ECU, ce qui représente un excédent commercial de 2,1 milliards d'ECU en faveur de l'UE, soit beaucoup moins que le montant calculé par les autorités canadiennes. Les deux organismes statistiques tentent actuellement de faire concorder leurs données.

Depuis 1985, la part de l'investissement étranger direct au Canada qui provient de l'UE est passée de 17 % à 21 %. Il s'agit d'une augmentation de 19 % comparativement à 1997 et d'une augmentation annuelle de 8,5 % depuis 1985. L'investissement étranger direct au Canada a atteint une valeur de 44,7 milliards de dollars en 1998. L'UE était la source de 64 % des IED au Canada provenant de pays autres que les États-Unis.

Les investissements directs du Canada en Union européenne comptent pour 19 % de tous les investissements directs du Canada à l'étranger. Ils ont augmenté à un taux annuel de 15 % depuis 1985, pour atteindre 45,6 milliards de dollars en 1998.

Depuis 1994, la valeur totale de l'investissement étranger direct du Canada en UE et de l'investissement étranger direct de l'UE au Canada est à peu près la même.

Réunions des sous-comités du CMC et consultations connexes

La cinquième réunion annuelle du *Sous-comité du commerce et de l'investissement* a eu lieu à Bruxelles, le 28 avril. L'ordre du jour prévoyait des discussions sur un certain nombre de questions commerciales bilatérales en suspens et sur l'échange d'informations au sujet des modifications d'intérêt mutuel apportées aux politiques commerciales.

Les questions de l'amiante, de l'aide à l'agriculture et de l'approbation par l'UE du canola génétiquement modifié, des pommes de terre de semence et du traitement à la chaleur du bois contre les nématodes du pin ont notamment été soulevées par le Canada. L'UE a, de son côté, abordé l'administration, par le Canada, des contingents tarifaires applicables au fromage et au bœuf, les limites maximales de résidus pour les produits alimentaires, les pratiques en usage dans les régions des alcools provinciales, les lois canadiennes régissant les périodiques, les mesures antidumping dans le secteur de l'acier et la réglementation du secteur bancaire. La réunion a permis de réaliser des progrès dans de nombreux secteurs. À partir du 1^{er} octobre 1999, les fromages de l'UE importés au Canada devront être accompagnés d'un certificat d'exportation, comme la Commission l'avait demandé. Le Canada s'est réjoui de la décision prise ensuite par la Commission de prolonger une dérogation pluriannuelle permettant l'exportation des pommes de terre de semence ainsi que du montant de restitution établi par l'UE pour l'orge, en septembre.

Le Sous-comité demeure un forum utile aux deux parties pour l'échange de renseignements sur les relations de chaque pays avec des pays tiers et, durant la réunion du Sous-comité en avril, l'accent a été mis sur les négociations portant sur des accords de libre-échange entre l'UE et le Mexique et le Canada et l'AELE. Le Canada a également présenté un résumé de ses activités récentes au sein de l'APEC.

Des consultations de haut niveau sur l'environnement ont eu lieu le 29 mars 1999, à Bruxelles. Le sous ministre d'Environnement Canada, M. Len Good, et M. Jim Currie, directeur général de la DG XI, ont dirigé les délégations respectives. Des discussions de fond ont porté sur les modifications apportées récemment aux politiques environnementales du Canada et de l'UE, sur les changements climatiques, sur le commerce et l'environnement et sur le Protocole de biosécurité. Parmi les autres sujets abordés figuraient notamment la Convention de Bâle, l'accord mondial sur les polluants organiques persistants (POP), la prochaine réunion des Parties au Protocole de Montréal, le suivi du 20^e Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), les préparatifs de la 7^e séance de la CDD en avril et la coopération en vue d'une convention mondiale sur les forêts.

Des consultations de haut niveau sur les pêches ont eu lieu à Ottawa, le 29 juin. Le sous-ministre des Pêches et Océans, Wayne Wouters, a dirigé la délégation du Canada, tandis que celle de la Commission européenne était menée par Antonio Cavaco, directeur général de la DG XIV. C'était la troisième fois que de telles consultations avaient lieu. L'objectif de ces consultations est d'examiner la relation globale Canada-UE dans le domaine des pêches et de fournir un cadre officiel pour traiter de certains points. L'UE a exprimé des inquiétudes au sujet de certains aspects des lois canadiennes qui régissent les pêches. Parmi les autres points examinés, citons la mise en œuvre du mécanisme de mise en application de l'OPANO, l'accès aux eaux canadiennes (excédents de poisson) pour les navires de pêche de l'UE et la ratification de l'Accord des Nations Unies sur les pêches.

Coopération dans le cadre du plan d'action conjoint Canada-Union européenne

Initiative commerciale Canada-Union européenne (ICCU)

L'Initiative commerciale Canada-Union européenne (ICCU), annoncée à l'occasion du sommet d'Ottawa de décembre 1998, a pour objet l'examen des questions d'ordre commercial et économique figurant dans le Plan d'action et dans la Déclaration politique de 1996.

L'ICCU prévoit également que les représentants officiels du Canada et de l'UE travailleront en étroite collaboration et se consulteront sur les questions commerciales multilatérales en prévision de la prochaine ronde de négociations commerciales multilatérales. À cette fin, les représentants officiels se sont réunis pour examiner le vaste programme multilatéral et ont pu relever bon nombre de points communs dans leurs démarches respectives. Ces consultations, qui ont débuté à Ottawa en novembre 1998, se sont poursuivies à Bruxelles et ont encore progressé à l'occasion de la visite du sous-ministre du Commerce, Robert Wright, à Bruxelles, le 20 octobre 1999. Elles ont été couronnées par des réunions multilatérales et par une participation commune aux réunions des ministres du commerce de la Quadrilatérale avec les États-Unis et le Japon.

Au cours du sommet Canada-Union européenne tenu le 17 juin à Bonn, les ministres du Commerce ont examiné l'avancement global des travaux de l'ICCU, puis se sont entendus sur un rapport d'étape que les dirigeants ont bien accueilli à leur séance plénière. Les deux parties ont décidé d'activer le traitement des questions en cours, de façon à pouvoir faire le point au prochain sommet.

À ce jour, les progrès réalisés dans le cadre de l'ICCU relativement aux questions bilatérales se résument comme suit :

Reconnaissance mutuelle, coopération en matière de réglementation et de normes : des discussions ont eu lieu au sujet de la mise en application de l'Accord Canada-UE de reconnaissance mutuelle et de son éventuelle prolongation. Le comité de cogestion, formé en vertu de l'Accord vétérinaire, a tenu sa première réunion les 28 et 29 septembre. En novembre, des échanges sur la biotechnologie, qui devraient aboutir à une coopération en matière de réglementation dans le domaine, se dérouleront à Ottawa et à Saskatoon entre les représentants officiels du Canada et de l'Union européenne.

Services : les associations nationales canadiennes des architectes, des ingénieurs et des comptables souhaitent étudier les possibilités d'une reconnaissance mutuelle des licences et titres de compétence, initiative qui semble intéresser leurs homologues de l'Union européenne.

Marchés publics : l'Union européenne et le Canada continuent d'étudier les possibilités de développer la coopération dans ce domaine.

Droits de propriété intellectuelle : le commissaire Fisher et le ministre Vanclief ont examiné la possibilité d'entamer, dans un avenir proche, des négociations visant une entente bilatérale sur les vins et spiritueux.

Questions relatives à la concurrence : au cours du sommet qui a eu lieu le 17 juin à Bonn, le Canada et l'UE ont signé l'Accord sur la concurrence, maintenant en vigueur.

Coopération culturelle : des discussions préliminaires ont été engagées entre les représentants officiels du Canada et de la Commission européenne en vue de modifier l'Accord cadre Canada-UE de 1976 ou de négocier un nouvel accord permettant de renforcer la coopération dans le domaine culturel.

Établissement de relations entre gens d'affaires : un dialogue s'est amorcé entre les gens d'affaires, sous la forme de la Table ronde Canada-UE, le 16 juin à Bruxelles. Du 12 au 15 octobre, les membres du comité de direction de la Table ronde ont visité Montréal, Ottawa et Toronto. À cette occasion, ils ont sollicité l'appui du secteur privé canadien pour la nouvelle organisation.

Commerce électronique : les représentants officiels des deux parties ont été en contact permanent, notamment en ce qui concerne les questions de confidentialité et les mesures prises par les autorités respectives quant à leur traitement. On examine la possibilité de faire une déclaration commune sur le commerce électronique au cours du sommet de décembre.

Autres accords de coopération commerciale et économique

Services financiers : les représentants officiels de la Direction générale du marché intérieur et des services financiers ainsi que ceux du Bureau du Surintendant des institutions financières du Canada (BSIF) se sont réunis récemment et ont exprimé un intérêt mutuel à l'égard d'un arrangement non exécutoire relativement à l'échange d'information, pour faciliter le contrôle des institutions financières dans leurs compétences géographiques respectives. Il se pourrait que l'on parvienne à un accord avant le sommet Canada-UE de juin 2000.

Coopération douanière : Revenu Canada a accepté la proposition de la Commission de convoquer la première réunion du comité mixte de coopération douanière le 9 décembre à Bruxelles. Des consultations ont également eu lieu entre les spécialistes des douanes pendant toute l'année, au sein du Comité de lutte contre la fraude et d'autres organismes de l'Organisation mondiale des douanes (OMD).

Pêches : outre les consultations de haut niveau sur les pêches de juin dernier, les parties ont continué de promouvoir l'établissement de relations entre les gens d'affaires. En avril 1999, des sociétés canadiennes ont participé à un atelier, à Bruxelles, sur l'industrie de la pêche. Une mission de l'UE s'est ensuite rendue au Canada, du 20 au 24 septembre, pendant le congrès annuel du Conseil canadien des pêches.

Projet Galileo : le groupe de travail Canada-UE responsable du projet de navigation par satellite s'est réuni le 22 septembre à Bruxelles où il prévoit tenir une autre réunion les 28 et 29 octobre. Le Canada a manifesté un grand intérêt pour ce projet et fait savoir qu'il souhaiterait y participer. Le renouvellement de l'Accord de coopération Canada-ASE de même que l'examen des conditions de la participation canadienne au projet Galileo doivent se faire prochainement. Une mission industrielle européenne consacrée à la navigation par satellite est attendue au Canada très bientôt.

Énergie : une délégation canadienne de l'ITER s'est rendue le 23 septembre 1999 à Bruxelles pour étudier la proposition canadienne d'installer au Canada le Réacteur thermonucléaire expérimental international que l'Union européenne, la Russie et le Japon se proposent de construire au milieu de 2001, et qui représente la dernière phase avant le passage à la construction d'une installation de démonstration. En décembre 1999, ITER Canada soumettra une proposition à la Commission de l'UE relativement à l'implantation de ce réacteur.

Coopération en matière de statistiques : Eurostat a fourni à Statistique Canada des données sur les échanges commerciaux UE-Canada pour la période 1993-1997. Statistique Canada est en train de confronter ces informations aux siennes et de préparer un rapport provisoire sur ses conclusions. Après de nouvelles consultations entre Eurostat et Statistique Canada, un rapport final sera rédigé. Par ailleurs, Eurostat est en train d'élaborer un manuel d'états comparatifs faisant ressortir les facteurs à considérer dans la comparaison de données d'origine différente. Enfin, les représentants officiels des deux bureaux de statistiques sont restés en contact en vue de l'examen de questions conceptuelles, après l'établissement du rapport final.

Emploi et croissance : de hauts fonctionnaires canadiens et des représentants officiels de la Commission se sont réunis à Bruxelles les 21 et 22 septembre pour discuter d'un large éventail de questions d'intérêt commun, au nombre desquelles figuraient l'optimisation des politiques pour l'emploi, la mise en œuvre du Plan européen pour l'emploi et des directives connexes, l'application de stratégies pour la formation permanente, l'adoption d'approches sociales nouvelles et efficaces dans une société vieillissante et l'élaboration de solutions pour surmonter les problèmes de la dépendance et de l'exclusion sociale.

Questions transnationales

Coopération dans l'Arctique : le Canada et l'UE ont coopéré étroitement à ce sujet. Le premier séminaire Canada-UE sur le développement du Nord s'est tenu les 19 et 20 octobre à Aylmer (Québec). Les deux parties travaillent actuellement à l'élaboration d'une déclaration conjointe sur la coopération dans le Nord, qui sera faite à l'occasion du sommet de décembre à Ottawa. La déclaration soulignera l'intérêt pour les deux parties de mettre en place des politiques complémentaires dans ce domaine et recensera les secteurs offrant des possibilités de coopération.

Coopération dans le domaine de la santé

L'affectation de M^{me} Michèle Jean, ancienne sous-ministre de la Santé, à la mission canadienne auprès de l'Union européenne reflète l'intérêt porté par le Canada, et partagé par l'UE, au renforcement du dialogue sur les questions de santé, notamment depuis que l'article 152 du Traité d'Amsterdam est en vigueur. Les deux parties souhaitent mettre au point un programme stratégique à long terme pour la protection de la santé et des consommateurs. De nombreuses réunions ont été organisées dans le but d'échanger des informations sur les stratégies et les nouvelles tendances. David Dodge, sous-ministre canadien de la Santé, se rendra à Bruxelles le 10 novembre. Les 11 et 12 novembre, les représentants officiels du Canada et de la Commission se réuniront pour discuter de questions touchant la santé publique, la protection de la santé et la protection des consommateurs. Des représentants officiels de la Commission se rendront au Canada les 18 et 19 novembre pour examiner l'utilisation de la télématique dans le domaine de la santé et la gestion des informations touchant la santé. Ils examineront les possibilités d'élaborer des projets de recherche conjoints.

Stimulation des échanges

Coopération dans le domaine de l'enseignement supérieur et de la formation : l'accord de coopération dans le domaine de l'enseignement supérieur et de la formation, conclu en 1995 entre le Canada et l'UE pour une durée de cinq ans, a permis la mise en place d'un programme d'échanges visant à faciliter la mobilité des étudiants entre l'Amérique du Nord et l'Europe. Dans ce cadre, des partenariats ont été organisés pour des stages de formation dans les secteurs privé et public, des fonds ont été affectés pour des programmes d'échanges réels et virtuels d'étudiants et pour des missions d'enseignement connexes, ainsi que pour l'élaboration conjointe d'outils d'enseignement basés sur des technologies innovatrices. Depuis sa création, plus de 1 600 Canadiens et Européens ont traversé l'Atlantique dans le cadre de leur participation au programme.

Le gouvernement du Canada et la Commission européenne se sont réunis le 3 mai 1999 à Ottawa pour examiner le programme en présence de représentants de 12 pays membres et de cinq provinces. Tous les participants étaient en faveur d'une reconduction de l'accord qui arrive à expiration à la fin de 2000. La réunion conjointe, qui s'est tenue les 13 et 14 octobre à Rotterdam, a regroupé des chefs de projets dans le but de leur permettre d'échanger des informations sur les pratiques exemplaires.

Renforcement et élargissement de la coopération scientifique et technologique : la prochaine réunion du Comité mixte de coopération en science et technologie est prévue pour le 23 mai 2000, à Bruxelles. Elle sera suivie de la première réunion sur la coopération bilatérale en matière de recherche nucléaire, qui se tiendra le jour suivant.

Les Canadiens ont manifesté un grand intérêt pour le lancement du Cinquième Programme-cadre européen (FP5) en 1999. Les premiers dépouillements indiquent que 63 demandeurs canadiens participent aux consortiums européens ayant donné suite à la première vague d'appels d'offres.

C'est le Programme de technologies de l'information qui a suscité le plus d'intérêt jusqu'à présent. À la suite d'une demande formulée pendant la présidence de l'Autriche, le Canada a mis au point un site Web servant de vitrine R et D, qui traite des Services d'information en ligne sur la recherche et développement dans la communauté (CORDIS), et dont le lancement était prévu pour la fin octobre.

Un appel d'offres pour la création d'un réseau télématique de la santé, visant à renforcer les liens entre le Canada et l'UE dans ce domaine, a été lancé en septembre par la Direction générale des relations extérieures de la Commission européenne. Les représentants officiels de la Commission, qui font partie de la Direction générale de la société de l'information, responsable du projet en question, visiteront Santé Canada en novembre 1999.

Grâce à la collaboration d'Industrie Canada, du Conseil national de recherches du Canada et du Centre de recherches sur les communications, le Canada contribuera de façon appréciable à la conférence STI qui se tiendra à Helsinki du 22 au 25 novembre 1999. Le Canada participe au projet Netd@ys Europe 99 et fournira des informations sur ses capacités de connectivité et ses innovations techniques, ainsi que sur la culture du Canada, son patrimoine et sa géographie.

Établissement de relations entre gens d'affaires : les deux parties appuient fortement l'initiative d'une Table ronde Canada-Europe, qui vise à favoriser la coopération entre les sociétés canadiennes et européennes. En ce qui concerne les PME, le Canada poursuit avec détermination son initiative *Traverser l'Atlantique* pour aider ces dernières à étendre leur champ d'activités à l'Europe. Au cours de l'année, les partenaires de *Traverser l'Atlantique* ont organisé cinq «Cafés-Carrefour» afin de mettre directement en contact les entreprises avec des fournisseurs de services à valeur ajoutée et des experts en affaires des principaux marchés européens. Des dirigeants de plus de 250 sociétés et organismes du secteur de la haute technologie ont participé aux événements. La Commission a organisé des débats avec des associations de PME des États membres pour évaluer les possibilités de mener des activités de promotion des PME en coopération avec le Canada. La Commission a fait savoir qu'elle était prête à financer, dès le début de 2000, une série d'activités régionales en vue de sensibiliser l'Europe aux possibilités d'affaires avec les PME canadiennes.

Relations personnelles : les contacts avec les parlementaires et les visites auprès de ces derniers ont été décrits ci-dessus. Une deuxième simulation du Parlement européen Canada-Québec-Europe (Specque), qui a réuni plus de 100 étudiants d'universités canadiennes et européennes, s'est déroulée à Strasbourg, avec la participation active du Canada et de l'UE. Un événement semblable est prévu pour l'an prochain au Canada.

À l'Université de Montréal, la Chaire Jean Monnet sur l'intégration européenne a poursuivi son programme de séminaires, de conférences et de tables rondes, contribuant ainsi à une meilleure compréhension de la coopération UE-Canada.

En octobre 1998, la Commission a lancé un projet pilote dénommé ACADIA, offrant aux jeunes européens des stages de formation dans les PME canadiennes. Devant le succès de ce projet, la Commission s'apprête à aller plus loin en envoyant 12 diplômés européens au Canada tous les six mois pendant les deux années à venir.

.63722818 (E)
.6372282X (F)

doc
CA1
EA
99R32
EXF

**REPORT OF THE
EUROPEAN COMMUNITY-CANADA
JOINT COOPERATION COMMITTEE**

Ottawa, 26 October 1999

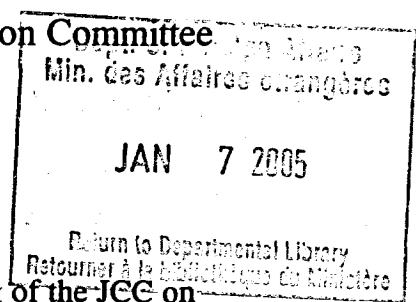
**RAPPORT DU
COMITÉ MIXTE DE COOPÉRATION
COMMUNAUTÉ EUROPÉENNE-CANADA**

Ottawa, 26 octobre 1999

Report of the EU-Canada Joint Cooperation Committee

26 October, 1999

Ottawa



Introduction

In this report EU-Canada relations since the last meeting of the JCC on November 10, 1998 are reviewed. The JCC meets annually under the **1976 Framework Agreement for Commercial and Economic Co-operation between the EC and Canada**. Since that time these meetings have ensured that both sides have kept a sustained focus on the relationship and have facilitated its development in many ways.

A number of subcommittees have been constituted to assist the JCC in the performance of its tasks.

Since the last meeting of the JCC the following subcommittee meetings and high level consultations have taken place:

Trade and Investment Subcommittee (TISC) met in Brussels on April 28 and 29, 1999.

High Level Consultations on the Environment occurred in Brussels on March 29, 1999

High Level Consultations on Fisheries were held in Ottawa on June 29, 1999.

Roundtable on Precautionary Approaches to Risk Management held in Ottawa on March 4 and 5, 1999

Canada-EU Working Group on Satellite Navigation which met for the first time in Brussels on September 22, 1999.

The Joint Committee on Higher Education and Vocational Training met for the second time in Ottawa on May 5, 1999.

The reports of committees which met since the last JCC are attached.

General

Ongoing implementation of the Action Plan, signed in 1996, continues to add both depth and breadth to the bilateral relationship. It has led to an increased number of valuable consultations among officials across a broad range of issues

1673737567
1673737567

including the areas of justice and home affairs, and foreign and security policy.

The Canada-EU Summit held in Ottawa on December 17, 1998 saw the signature of three agreements (see below). The "EU-Canada Trade Initiative" (ECTI) was also launched at that time. ECTI is focussed on the trade and economic objectives of the 1996 Action Plan. Canada and the EU also agreed to work together to raise the awareness of how the introduction of the Euro could affect Canadian firms, particularly small and medium-sized ones. Canada and the EU also issued a statement on a Joint Statement on Small Arms and Anti-personnel Mines at that time, in which they undertook to increase their joint efforts to reduce the threat to human security stemming from these two sources.

At the Summit held in Bonn on June 17 just prior to the Cologne G-8 meeting, leaders received a report on ECTI progress and the Canada-EU Competition Agreement was signed (see below).

Agreements

Canada and the EU reached important Action Plan objectives by signing of the following agreements at the Ottawa Summit in December:

- the **Agreement between the European Community and the Government of Canada on Sanitary Measures to Protect Public and Animal Health in respect of Trade in Live Animals and Animal Products** which will facilitate in future mutual recognition of sanitary measures in respect of trade in live animals and animal products.
- amendments to the **Agreement for Scientific and Technological Cooperation** which broaden the existing areas for cooperation between Canadian and European researchers to include all the research areas of the Fifth Framework Program.
- the **Agreement on Nuclear Research and Development** which allows firms and laboratories in the EU and Canada reciprocal access to each other's civilian nuclear research programs.

At the Bonn Summit in June both parties signed the **Canada-EU Competition Agreement** which will facilitate cooperation and coordination in the enforcement of their respective competition laws.

Ministerial/Commission Meetings

On March 1, 1999, Foreign Minister Mr. Lloyd Axworthy met with German Foreign Minister Joscha Fischer and Sir Leon Brittan, the Commission's Vice President in charge of External Relations, in Ottawa. Vice President Brittan also met with Agriculture Minister Vanclief at that time. Minister Axworthy, Finnish Foreign Minister Tarja Halonen and Sir Leon Brittan met in Helsinki on September 2. At that time the Canadian foreign minister and the EU Council President released a joint statement entitled "EU-Canada Common Approach to Combat the Spread and Destabilizing Accumulations of Small Arms and Light Weapons". External Affairs Commissioner Chris Patten and Minister Axworthy met on the margins of the United Nations General Assembly in New York on September 24.

Minister of International Trade Sergio Marchi met with Commission Vice President Brittan in Brussels on June 16. In addition to exchanging views on bilateral and multilateral trade issues, they participated in the launch of the Canada-Europe Round Table (CERT), a new business forum comprised of both EU and Canadian firms.

On July 13, 1999, Secretary of State for International Financial Institutions, Jim Peterson, attended the first meeting of the High Level Steering Group -- a special European Commission-World Bank chaired partnership for co-ordinating the international donor response to the Kosovo crisis.

Agriculture Commissioner Fischler attended the Quint Agricultural Ministers meeting which took place in Montreal on September 30 and October 1. On that occasion he also met bilaterally with Canadian Minister of Agriculture Lyle Vanclief. During that meeting both sides undertook to initiate negotiations on market access and intellectual property issues associated with trade in wine and spirits.

Other High Level Visits

Catherine Lalumière, MEP, visited Canada on November 16, 1998 for consultations on transatlantic relations, including cultural relations and the MAI. Her program included a call on Minister of Canadian Heritage Sheila Copps.

Robert Speller, Parliamentary Secretary to the Canadian Minister of International Trade and President of the Sub-committee on International Trade, Trade Disputes and Investment, met with Members of the European Parliament, including the Committee on External Economic Relations, on November 25,

1998.

The Senate Standing Committee on Agriculture and Agri-food visited Brussels on January 27 and 28, 1999. Members met with Agricultural Commissioner Fischler, then DG of Health and Consumer Protection Reichenbach, MEP's, and the EU farm organization, COPA. The main topics discussed included CAP reform, upcoming WTO negotiations and the GMO issue.

Member of the European Parliament Erika Mann, member of the Committee of External Economic Relations, visited Canada from June 21 to 27. Her tour provided an opportunity to explore the potential for further development of bilateral relations. During her visit she met with the Minister of Intergovernmental Affairs, Stephane Dion and Mr. Bill Graham, Chair of the Standing Committee on Foreign Affairs and International Trade.

Canada's Senate Standing Committee on Foreign Affairs, under the chairmanship of The Honourable John B. Stewart, met with Commission officials in Brussels on July 2, 1999 where they discussed the implications of the Euro and the implications of recent EU institutional developments. The July tour was a follow-up to the Committee's 1996 visit upon which their report "European Integration: The Implications for Canada" was based.

Canadian Member of Parliament Karen Redman visited Brussels September 23, 1999 as part of a delegation to which proposed to have the International Thermonuclear Experimental Reactor facility located in Canada.

George Anderson, Deputy Minister of Intergovernmental Affairs with the Privy Council Office met with Commission officials from February 23 to 26, 1999. Discussions centred on labour and employment issues, such as labour mobility.

Jean McCloskey, Deputy Minister with Natural Resources Canada visited Brussels on May 27 and 28 and explored with Commission officials Canadian concerns with respect to continued EU market access for metal and mineral products in light of certain EU regulatory measures, both actual and prospective.

Jean Fournier, Deputy Solicitor General of Canada, met with drug experts at a special Dublin Group meeting on September 21, 1999. In his capacity as Chair of the Multilateral Evaluation Mechanism (MEM), Mr. Fournier gave an overview of the Organisation of American States's MEM, an instrument to measure the effectiveness of national anti-drug strategies. Mr. Fournier also met with drug experts from Europol in The Hague, and from the European Monitoring Centre for Drugs and Drug Addiction (EMCDDA), in Lisbon.

Robert Wright, Deputy Ministry of Trade, visited Brussels and held discussions with Enterprise, Trade, and Health and Consumer Protection directorates general on October 20. Respective approaches and positions concerning a new WTO round were discussed in detail prior to the WTO Ministerial meeting in Seattle.

Trade and Investment Flows

According to Statistics Canada data, Canada's merchandise trade exports to the EU increased 2.7% to reach \$15.2 billion in 1998. This increase followed two years of decline. In relation to Canada's other major trade partners, the United States and Japan, the EU was Canada's second most important destination for exports (33.4% of non-USA exports). Canadian imports from the EU rose 5.7% in 1998 and reached \$28.4 billion. This moderate rate follows a spurt of 18% in 1997. The trade balance with the EU reached a record deficit of \$13.3 billion in 1998.

Eurostat data tell another story. EU exports to Canada were 14.8 billion ECU in 1998, while imports from Canada amounted to 12.7 billion EU, resulting in a trade surplus in the EU's favour of 2.1 billion ECU, considerably less than the surplus determined by Canadian authorities. The respective statistical organizations are currently engaged in an exercise aimed at reconciling these discrepancies.

Since 1985, the portion of total foreign direct investment in Canada from the EU rose from 17 to 21%. This represents an increase of 19% over 1997 and an annual increase of 8.5% since 1985. EU foreign direct investment in Canada amounted to \$44.7 billion in 1998. The EU accounted for 64% of all FDI in Canada stemming from countries other than the USA.

Canadian direct investment in the European Union accounted for 19% of total Canadian direct investment abroad. It has grown by a rate of 15% annually since 1985 to reach 45.6 billion in 1998.

Since 1994, the total stocks of Canadian foreign direct investment in the EU and EU direct investment in Canada has been roughly in balance.

JCC Subcommittee Meetings and Related Consultations

The fifth annual meeting of the *Canada-EU Trade and Investment Subcommittee* (TISC) took place in Brussels on April 28. The agenda provided

for discussion of a number of outstanding bilateral trade issues and for the exchange of information on trade policy developments of mutual concern.

Asbestos, agricultural support, EU approvals of genetically modified canola, seed potatoes and pinewood nematode were among the trade items raised by Canada. Issues raised by the EU included Canadian administration of cheese and beef TRQs, maximum residue limits in foodstuffs, provincial liquor board practices, Canadian legislation on periodicals, antidumping decisions in the steel sector, and regulation in the banking sector. The meeting resulted in progress in a number of areas. Effective October 1, 1999 Canada requires EU exports of cheese to Canada to be accompanied by an export certificate as had been requested by the Commission. Canada was pleased by a subsequent decision by the Commission to extend a multi year derogation for Canadian seed potatoes as well as with the level at which the EU's malt restitution was established in September.

The TISC remains a useful forum for both sides to exchange information on their relations with third countries, and at April's TISC meeting, focus was on negotiations of free trade agreements between the EU and Mexico, and Canada and EFTA. Canada also provided a summary on recent activities in APEC.

High Level Consultations on the Environment took place on March 29, 1999 in Brussels. The Deputy Minister of Environment Canada, Len Good, and Jim Currie, Director General of DG-XI, led the respective delegations. Substantive discussions were held on recent environmental policy developments in Canada and the EU, climate change, trade and environment, and the Biosafety Protocol. Other topics included the Basel Convention, the global convention on persistent organic pollutants (POPs), the next meeting of the Parties to the Montreal Protocol, the follow-up to the UNEP 20th Governing Council, preparations for 7th session of the CSD in April and cooperation towards a global forests convention.

High Level Consultations on Fisheries took place in Ottawa on June 29. The Deputy Minister of the department of Fisheries and Oceans, Wayne Wouters, led the Canadian delegation, while the delegation from the European Commission was led by Antonio Cavaco, Director General of DG-XIV. This was the third time for such consultations to be held. They serve to review the overall Canada-EU fisheries relationship and to provide a formalized context where specific issues can be raised. The EU expressed concerns regarding certain aspects of Canadian fisheries legislation. Other issues discussed included implementation of the NAFO enforcement scheme, access to Canadian waters (fish surpluses) by EU fishing vessels and the ratification of the UN Fisheries Agreement.

Cooperation under the Canada-EU Action Plan

European Union-Canada Trade Initiative (ECTI)

The "EU-Canada Trade Initiative" (ECTI) announced at the December 1998 Summit in Ottawa is intended to focus on the trade and economic elements of the 1996 Action Plan and Political Declaration.

The ECTI also provided that Canadian and E.U. officials would closely cooperate and consult on multilateral trade issues in preparation for the next round of multilateral trade negotiations. To this end, officials have met to review the broad multilateral agenda and have identified a great deal of common ground in our respective approaches. These consultations began in November 1998 in Ottawa, continued in Brussels, and were further advanced by the visit of the Deputy Minister of Trade Robert Wright to Brussels on October 20, 1999. They were also complemented by consultations on the margins of multilateral meetings and through our joint participation in the Quadrilateral Trade Ministers' meetings with the U.S. and Japan

Trade ministers reviewed overall progress on the ECTI at the June 17 Canada-EU summit in Bonn and agreed on a progress report which was welcomed by leaders in their plenary session. Both sides resolved to push ahead on outstanding issues with a view to taking stock at the next summit.

Progress made to date under ECTI with respect to bilateral issues is summarized below:

Mutual recognition, standards and regulatory cooperation: Discussions have taken place on the implementation of the Canada-EU Mutual Recognition Agreement and its possible expansion. The Joint Management Committee established under the Veterinary Agreement met for the first time on September 28 and 29. A bilateral "biotechnology dialogue" among Canadian and EU officials will be held in Ottawa and Saskatoon in November and promises to contribute toward regulatory cooperation in this field.

Services: Canadian domestic associations for architecture, engineering and accounting wish to examine the feasibility of mutual recognition of licencing and certification, an initiative which appears to find interest as well among their EU counterparts.

Government Procurement: The EU and Canada continue to explore possibilities for cooperation in this field.

Intellectual Property and Standards: Commissioner Fischler and Minister

Vanclief have explored the commencement of negotiations toward a bilateral wine and spirits agreement in the near future.

Competition Issues: The Canada-EU Competition Agreement was signed at the June 17 summit in Bonn and is now being implemented.

Cultural Cooperation: Initial exploratory discussions have taken place between Commission and Canadian officials regarding an amendment to the 1976 Canada-EU Framework Agreement, or the negotiation of a separate agreement, to enhance cooperation in the cultural field.

Business to Business Contacts: The launch of a business dialogue, the Canada-EU Roundtable (CERT), took place in Brussels on June 16. Members of the CERT Steering Committee visited Montreal, Ottawa and Toronto October 12 to 15 to seek the support of Canadian private sector for the new organization.

Electronic Commerce: Officials from both sides have been in frequent contact, particularly with regard to privacy issues and the measures taken by the respective jurisdictions to deal with them. A Joint Statement on Electronic Commerce is being explored for possible issuance at the December Summit.

Other Cooperation in the Trade and Economic Field

Financial Services: Officials of DG-Internal Market and Financial Services and Canada's Office of the Superintendent of Financial Institutions (OSFI) have recently met and expressed a mutual interest in establishing a non-binding arrangement concerning the exchange of information as needed to facilitate the supervision of financial institutions active in their respective jurisdictions. There is a chance that an arrangement may be finalized or approved prior to the Canada-EU Summit in June 2000.

Customs Cooperation: Revenue Canada has agreed to the Commission's proposal to convene a first meeting of the Joint Customs Cooperation Committee on 9 December in Brussels. Consultations among customs experts have also taken place throughout the year in the Enforcement Committee and other bodies of the World Customs Organisation (WCO).

Fisheries: In addition to last June's High Level Consultations on Fisheries, both sides have continued to promote business-to business contacts. In April 1999, Canadian firms attended a fish industry workshop in Brussels. This was followed by an EU mission to Canada from September 20-24 which was held in conjunction with the Fisheries Council of Canada's annual convention.

Galileo Project: The Canada-EU Working Group on Satellite Navigation met September 22 in Brussels. The Working Group is scheduled to meet again on October 28 and 29 in Brussels. Canada has indicated its strong interest in

participating in the Galileo satellite project. Renewal of the Canada-ESA Cooperation Agreement together with the exploration of terms for Canadian participation are requisite steps which must be undertaken in the very near future. A European industrial mission on satellite navigation is expected to visit Canada shortly.

Energy: An ITER Canada delegation visited Brussels on Sept. 23, 1999, to discuss their proposal for the siting in Canada of the International Thermonuclear Experimental Reactor (ITER) facility that the European Union, Russia and Japan are proposing to construct in mid-2001 as a final step before a demonstration facility. ITER Canada will submit a siting proposal to the European Commission in December 1999.

Statistical Cooperation: Eurostat has provided Statistics Canada with data on EU-Canada trade for the years 1993-1997. Statistics Canada is currently reconciling this information with its own data and is preparing an interim report on its conclusions. Subsequent to further consultations between Eurostat and Statistics Canada, a final report would be prepared. In addition, a compilers' reconciliation manual outlining the factors to consider when reconciling differing data is also being prepared by Eurostat. Moreover, officials of the two statistical offices have been in contact with a view to joint examination of conceptual issues following the preparation of the final report.

Employment and Growth: Senior Canadian and Commission officials met in Brussels September 21 and 22 and discussed a wide range of issues of common interest including best practices for employment policy, implementation of the European Employment Plan and guidelines, lifelong learning strategies, new and effective approaches toward an ageing society, overcoming dependency, and addressing social exclusion.

Transnational Issues:

Arctic Cooperation: Cooperation between Canada and the EU has been very close on this issue. The first Canada-EU Seminar on Northern Development was held in Aylmer, Quebec on October 19 and 20. Both sides are working on a Joint Statement on Northern Cooperation for release at the December Summit in Ottawa. The statement will underline the shared interest in establishing complementary policies in this field and will identify potential areas for co-operation.

Co-operation in Health:

The assignment of Madame Michèle Jean, a former Canadian Deputy Minister for Health to the Canadian Mission to the European Union reflects Canada's interest, shared by the EU, in intensifying dialogue on health issues, particularly now that article 152 of the Amsterdam Treaty is in force. Both sides wish to develop a long-term strategic agenda on health and consumer protection. A number of meetings have been organized to exchange information on strategies and emerging trends. David Dodge, the Canadian Deputy Minister of Health, will visit Brussels on November 10. On November 11 and 12 Canadian and Commission officials will meet to discuss public health, health protection and consumer protection issues. Commission officials will visit Canada November 18 and 19 to discuss health telematics and health information issues. Opportunities to develop joint research projects will be considered.

Fostering Links

Co-operation in Higher Education and Training: The five-year agreement for cooperation in higher education and training signed between Canada and the EU in 1995 established a program aimed at facilitating student transatlantic mobility. The program has organized private and public sector partnerships to support internships and has provided funding for both real and virtual student exchange programs, related teaching assignments and the joint development of innovative, technology-mediated teaching materials. Since its inception, over 1600 Canadian and European participants have crossed the Atlantic under the program.

Canadian federal government and European Commission officials met in Ottawa on May 3, 1999 to review the program in the company of representatives from 12 member states and 5 provinces. All participants encouraged the continuation of the agreement which expires at the end of 2000. The joint consortia meeting took place in Rotterdam on October 13 and 14 and brought together project directors to share best practices.

Strengthening and broadening science and technology co-operation:

The next meeting of the Joint Science and Technology Cooperation Committee is scheduled for May 23, 2000 in Brussels. The first meeting on bilateral cooperation in nuclear research will take place the following day.

Canadians have responded with high interest to the launch of the European Fifth Framework Programme (FP5) in 1999. Initial tallies indicate that 63 Canadian applicants are involved in European consortia that responded to the first wave of calls for proposals. The Information Society Technologies Programme has

elicited the most interest so far. Further to a request made under the Austrian Presidency, a Canada R&D window on the Community Research and Development Information Service (CORDIS) web site is now ready for launch before the end of October.

A call for tender to reinforce Canada-EU links through the creation of a health telematics network was issued by the European Commission's External Relations Directorate General in September. Commission officials from the Information Society Directorate General responsible for this project will visit Health Canada in November 1999.

Canada will participate in a significant way at the IST 99 Conference in Helsinki, Nov. 22-25, with assistance from Industry Canada, the National Research Council and the Communications Research Centre.

Canada is participating in the Commission's Netd@ys Europe 99 project and will provide information on Canadian connectivity and technical innovations as well as on culture, heritage and geography.

Business-to-business contacts: Both sides strongly support the Canada-Europe Round Table (CERT) initiative which is aimed at bringing Canadian and European companies together. With regard to SMEs, Canada continues to expand its "Crossing the Pond" initiative to help such firms extend their operations to Europe. Over the course of the year, the "Crossing the Pond" partners held five "Knowledge Cafés" to put companies directly in touch with value-added service-providers and business experts from key European markets. Executives from more than 250 high-technology companies and organizations participated in the events. The Commission has held discussions with Member State SME organizations to gauge the potential for cooperative SME promotion activities with Canada. The Commission has expressed its readiness to provide funding for a series of regional activities in early 2000 to promote awareness of the euro among Canadian SMEs.

People to people links: Parliamentary contacts and visits are described above. A second simulation of the European Parliament (Specque), which brought together more than 100 university students from Canada and Europe, took place in Strasbourg with the active contribution of Canada and the EU. Another similar event is planned for next year in Canada.

The Jean Monnet Chair on European Integration at the University of Montreal pursued its programme of seminars, conferences and round table discussions, contributing to a better understanding of EU-Canada cooperation.

In October 1998, the Commission launched a pilot project called ACADIA which offers young Europeans on the job training in Canadian SME's. Building

on its success, the Commission will now enlarge the coverage of the project and will send 12 EU graduates to Canada every six months during the next two years.